



Actualités

Accédez
au site
de la CGT

Conseil Départemental
Bouches-du-Rhône
Vendredi 16 juillet 2021

→ www.cgt-cd13.org

Convaincre plutôt que contraindre !

Le président de la République a annoncé un ensemble de mesures pour lutter contre la pandémie en France. Face au risque d'une "4^{ème} vague" dû au variant "Delta", la vaccination va être intensifiée et des mesures restrictives visant celles et ceux qui ne seront pas vaccinés vont être mises en œuvre.

Faire peser les contraintes sur les non vaccinés

Voici la stratégie présidentielle. Qu'il est loin le temps, rappelons-nous, où les masques étaient inutiles, où le gel manquait, où les soignants étaient obligés, par la loi, d'aller travailler sans avoir tous les moyens de protection ! Fidèle à sa pratique, le Président stigmatise une partie de la population, plus précisément des travailleurs et majoritairement des travailleuses : le personnel soignant et non-soignant des hôpitaux, des Ehpad, les aides à domicile, etc. Héros et héroïnes de cette crise, ils/elles seraient aujourd'hui des irresponsables mettant en danger la population car, soi-disant, rétifs à se faire vacciner... **De qui se moque-t-on ?**

Pour la CGT, la vaccination doit se développer

Elle a largement fait ses preuves à travers notre histoire. C'est là une question de santé publique, particulièrement dans cette période de pandémie. **Dans ce cadre, nous revendiquons que les brevets tombent dans le domaine publics, que les laboratoires privés cessent de générer des milliards de bénéfices sur la santé.** Pour nous, la vaccination doit se mener dans une démarche de "convaincre plutôt que de contraindre", ce qui nous oppose aux mesures prises en direction des personnels (soignants et non-soignants des hôpitaux, cliniques, maisons de retraite, établissements pour personnes en situation de handicap, en lien avec des personnes âgées ou fragiles, y compris à domicile) qui consistent à rendre obligatoire la vaccination sous peine de sanctions !

La CGT vous informe

www.cgt-cd13.org



La CGT toujours à votre disposition :

Alain ZAMMIT : 06 65 00 32 94
Valérie MARQUE : 07 86 55 11 28
Jean Francois GAST : 06 86 47 33 99
François CANU : 06 70 51 82 87
Lydia FRENTZEL : 06 66 94 29 83



Rejoignez-nous sur
facebook

- ▶ Alors que la terre brûle littéralement en Amérique du Nord en ce moment, rien, pas un mot sur les questions climatiques et les enjeux environnementaux !
- ▶ Alors que les violences faites aux femmes s'accroissent, pas un mot sur la situation, pas une mesure de protection, pas un projet, rien...
- ▶ Alors que la majorité des travailleur.euse.s ne boucle pas les fins de mois et que l'économie ne pourra véritablement repartir que grâce à la consommation des ménages, pas un mot sur les salaires, pas de propositions pour augmenter significativement le Smic, les minima sociaux, les pensions...
- ▶ Alors que la jeunesse paie un lourd tribut en termes d'emploi, d'accroissement sans précédent de la précarité, d'isolement, de renoncement aux études, de non accès à l'alternance, à l'emploi, etc., pas un mot pour viser un retour au plein emploi...

Toutes les réalités sociales du quotidien ont été éludées par un Président bien plus préoccupé par sa réélection que de véritablement répondre aux préoccupations du monde du travail.

Vaccination obligatoire mais pas de dialogue social

Pourtant, ces dernières années, les exemples ne manquent pas de fermeture de sites, de délocalisation et, à chaque fois, le même discours : « Nous n'y pouvons rien »... **Sans attendre, pourquoi alors le gouvernement n'intervient-il pas en imposant un moratoire sur les fermetures de sites industriels ?** Pourquoi n'intervient-il pas, par exemple, pour maintenir l'entreprise Luxfer qui fabrique du matériel médical ? Et, les exemples similaires sont nombreux.

- ➡ le gouvernement n'a de cesse de remettre en cause le CDI et de vouloir lui substituer des formes de contrat toujours plus précaires, afin de répondre aux attentes d'un patronat qui voit dans la stabilité du contrat de travail des freins à l'embauche...
- ➡ Sa politique n'a de cesse de casser la sécurité sociale, de fragiliser son financement, tente d'imposer une nouvelle réforme de l'assurance chômage et vise un nouveau recul de l'âge de départ en retraite...
- ➡ Il tente d'imposer, au 1^{er} octobre, une réforme de l'assurance chômage combattue par l'ensemble des organisations syndicales françaises et par le Conseil d'État lui-même...
- ➡ il stigmatise les personnels soignants en les faisant passer pour des rétifs à la vaccination, de dangereux inconscients face à la situation sanitaire.

Face à cette politique gouvernementale qui ne vise que la remise en cause des conquises sociales, la CGT appelle les agents du Conseil Départemental à se mobiliser pour que la rentrée sociale soit synonyme de luttes gagnantes pour le progrès social !